

« Les drones sont aujourd’hui l’arme la plus essentielle de la défense ukrainienne », affirment les anti-autoritaires du collectif tchèque Solidrones

Le collectif anti-autoritaire tchèque Solidrones fournit depuis 2024 des drones FPV fabriqués artisanalement aux Solidarity Collectives (Collectifs de Solidarité), le réseau anarchiste ukrainien d’entraide qui soutient une centaine de combattant·es anti-autoritaires au front. Chaque drone de dix pouces revient à environ 7 500 CZK (environ 305 EUR) en pièces ; le travail du collectif est bénévole, et la production est financée par crowdfunding sur la plateforme Donio.cz et par des concerts de soutien. Dans un État néolibéral qui a externalisé une grande partie de son infrastructure civique aux bénévoles et aux petits donateurs, la défense de l’autodétermination ukrainienne devient une dépense de plus reportée vers le bas. Le modèle incarne précisément ce qu’Armin Papperger, PDG de Rheinmetall, a méprisé fin mars 2026 dans *The Atlantic* en parlant de « ménagères ukrainiennes » dotées d’« imprimantes 3D dans la cuisine » qui joueraient « aux Lego » plutôt que de produire de l’innovation – propos auxquels Zelensky a rétorqué que toute ménagère ukrainienne pourrait dès lors être PDG de Rheinmetall. L’industrie artisanale du drone que méprisent les fournisseurs traditionnels d’armement a transformé le champ de bataille : les drones causent désormais environ 70% des pertes, et un engin à 305 EUR détruit régulièrement du matériel russe valant des millions. Le collectif livre aussi une appréciation directe de l’anarchisme campiste occidental, de la mobilisation, de la place de l’extrême droite ukrainienne et des perspectives de la guerre. [AN]

Solidrones est un collectif tchèque anti-autoritaire qui, depuis 2024, fournit principalement des drones FPV à des collectifs et individus de même sensibilité en Ukraine. Le collectif est né du besoin d’aider d’une manière ou d’une autre des amis et connaissances en Ukraine dans leur combat défensif contre l’invasion russe. Au fil du temps, il est apparu que l’aide la plus utile était la production artisanale de drones, utilisés directement sur le champ de bataille. Solidrones finance son travail par de petites contributions sur des plateformes de financement participatif et par les recettes de soirées de soutien. Dans l’entretien qui suit, nous abordons les raisons

pour lesquelles ils qualifient l'actuel régime russe de fasciste, leur regard sur celles et ceux qui n'ont pas le courage de s'opposer personnellement à l'invasion russe, et la teneur de leurs discussions avec les collectifs anti-autoritaires de l'Ouest qui perçoivent souvent l'agression russe en termes diamétralement opposés.

À quoi vous consacriez-vous avant de vous lancer dans la fabrication de drones pour les anti-autoritaires ukrainien·nes ?

Nous venons du mouvement antifasciste, donc nous étions actifs dans la subculture alternative. Mais les personnes qui composent notre collectif ont des orientations diverses. L'étiquette d'« anti-autoritaires » est celle qui convient le mieux.

Avez-vous décidé de fabriquer des drones dès février 2022, ou y a-t-il eu un cheminement ?

Non, à cette époque les drones n'étaient même pas autant employés dans le conflit. Au début nous aidions autrement. Collectes, livraison de matériel de protection. Au fur et à mesure que le conflit évoluait, nous avons observé que les drones prenaient de plus en plus d'importance – notamment parce que l'aide américaine était alors bloquée. Ils manquaient d'artillerie et de divers autres moyens défensifs. Nous avons commencé à voir les drones comme un bon substitut. Étant donné que nous avons des ami·es anti-autoritaires au front, nous avons compris que si rien ne se faisait dans ce domaine, ils risquaient d'avoir un problème.

De quelle période parle-t-on ? Quand vous êtes-vous lancés ?

Nous avons commencé à y réfléchir vers décembre 2023. Par coïncidence, nous étions en contact avec des personnes des Solidarity Collectives ukrainiens [1]. Quand nous avons commencé à en parler, ils nous ont dit qu'ils voulaient aussi se lancer dans la construction. En février, nous avons un premier prototype, et en avril nous l'avons échangé avec eux. En mai, nous avons envoyé les premiers drones en Ukraine.

Aviez-vous une expérience préalable dans la fabrication de drones ?

Nous avons des ami·es expérimenté·es qui nous ont aidés. Tout le monde, dans Solidrones, a un penchant pour les choses techniques. Nous voulions comprendre comment cela fonctionne et l'apprendre. Mais avant cela, nous ne pilotions pas et nous ne construisions pas de drones.

S'agit-il donc d'une coopération avec Solidarity Collectives, ou y a-t-il d'autres interlocuteurs ?

Quatre-vingt-quinze pour cent de ce que nous construisons va chez eux.

Avez-vous des règles sur l'usage qui peut être fait des drones ?

C'est entièrement laissé aux personnes au front qui utilisent les drones. On nous transmet un cahier des charges et nous travaillons à partir de là. Nous fabriquons principalement des drones de dix pouces, parce qu'ils portent plus. Les plus petits, de sept pouces, sont des drones purement kamikazes. Ceux-là, on les charge et on les envoie sur la cible, ils ne reviennent pas. Ils n'ont pas de caméra élaborée, ce ne sont pas des drones de reconnaissance. Il est parfaitement clair à quoi ce genre de drones sert.

Il s'agit donc bien d'une arme d'attaque...

De défense. (rires)

En parcourant votre site, j'ai été frappé par votre volonté de soutenir la lutte contre la Russie fasciste. Comment définissez-vous cela ? Pourquoi considérez-vous la Russie actuelle comme fasciste ?

La scène anti-autoritaire tchèque suit depuis longtemps l'évolution politique en Russie. Tous ces meurtres politiques. Nous connaissons des personnes qui ont été victimes de la répression depuis de nombreuses années – depuis 2008 ou 2009. Nous suivons cette évolution depuis longtemps. La scène locale a d'abord essayé d'y faire face par des moyens politico-militants. Mais nous avons vu où cela menait progressivement et que cela ne pouvait pas être réglé par ces outils.

Vous parlez de la scène tchèque ou de la scène russe ?

Je parle là de la scène anti-autoritaire d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. Cela s'est fait par paliers. De notre point de vue, la Russie a glissé au fil des années vers le fascisme. Le régime de Poutine a serré la vis, a assassiné, a persécuté. Nous connaissons beaucoup de personnes qui ont dû fuir parce qu'elles figuraient sur une liste de personnes à liquider. Des journalistes, des militant·es.

Un jour, des missiles ont commencé à leur tomber dessus, à tuer leurs ami·es, leurs proches, des membres de leur famille. Pour la plupart, ce fut le point de bascule où leurs positions pacifistes et antimilitaristes ont cessé de faire sens.

De notre point de vue il n'y a pas matière à discussion. L'évolution a été relativement lente et graduelle, c'est pourquoi beaucoup ne la perçoivent pas aussi nettement. Nous comparons le régime russe actuel à l'Allemagne nazie. Il y a une propagande, il n'y a pas de liberté d'expression. L'État veut s'étendre, il attaque d'autres États. Au bout du compte, il y a aussi la symbolique.

Pourquoi est-il, selon vous, encore difficile pour beaucoup de qualifier la Russie de régime fasciste ?

La Fédération de Russie fonde sa propagande là-dessus. Ils disent que ce sont eux qui combattent ici le fascisme. Toute la société russe est bâtie sur cette idée. J'avais quelques liens personnels en Russie. Je suis allé à Moscou environ un an avant le début de la guerre. Le sentiment dominant était que les Russes sont les meilleurs et que tous les autres sont mauvais et qu'il faut les attaquer. Tous les autres sont fascistes, et eux ne font que poursuivre ce que faisaient leurs grands-pères, parce qu'ils ont combattu dans la Grande Guerre patriotique. C'est profondément ancré dans la société.

Est-ce ainsi qu'ils s'expliquent aussi le fait d'avoir parlé de dénazification de l'Ukraine dès le début ? Qu'il s'agirait d'un régime néonazi et qu'il faudrait épurer la société ukrainienne de l'extrême droite ? Comment avez-vous travaillé cela sur la scène anti-autoritaire ?

Quand vous allez réellement dans l'est de l'Ukraine, vous

découvrez que tout cela n'a aucun sens. Vous y voyez une société à peu près normale, avec ses problèmes, mais qui n'a rien à voir avec le fascisme. Ce que vous raconte la propagande russe est très loin de la réalité.

Et qu'en est-il des éléments plus controversés comme Pravyi Sektor (Secteur droit) ou Azov ? Je suppose que vous suiviez cette mouvance auparavant...

Il s'agit d'une minorité absolue de la société ukrainienne, démesurément grossie par la propagande. Bien sûr qu'il y a des nazis là-bas et qu'ils ne sont pas peu nombreux, mais ils ne sont pas cent fois plus nombreux qu'en République tchèque. Ils ne sont pas non plus vingt fois plus nombreux. Nous en avons parlé avec des anti-autoritaires ukrainien·nes à propos d'un incident, lorsqu'un nazi russe dans l'armée ukrainienne a tenté de s'en prendre à des anarchistes locaux pendant l'enterrement de Davyd Chychkan [2].

Ils ne les considèrent pas comme un danger. Tous les nazis dans l'armée sont, selon eux, relativement calmes, ils ne s'occupent pas beaucoup de politique. Ils ne veulent absolument pas être amis avec eux, mais ce n'est pas un problème social à régler maintenant. Après la fin de la guerre, cela peut bien sûr devenir un problème. Tout peut mal tourner et dans une telle situation les fascistes prendront de l'ampleur, mais à ce stade les anti-autoritaires ukrainien·nes ne le voient pas comme un problème. Nous sommes plutôt surpris qu'ils n'aient pas ce problème.

Les partis néonazis que l'extrême droite locale tente sans cesse de fonder – comme Pravyi Sektor ou les projets de Biletsky issus d'Azov [3] – finissent généralement en catastrophe absolue. Ils font zéro virgule quelque chose pour cent, comme par exemple Vandas [4] chez nous, parfois moins. Et ils sont terriblement fragmentés en multiples petits groupes. Optiquement, cela donne l'impression qu'ils sont nombreux, mais en réalité ce sont des projets obscurs comme Droit et tradition, qui n'est en pratique que quelques exaltés.

Ces groupes se haïssent souvent entre eux. Il y a aussi des activités criminelles en arrière-plan. Pravyi Sektor opère par

exemple en Transcarpatie comme une organisation criminelle. Si ces organisations aident la Russie sur le plan de la propagande, la plupart des gens en Ukraine ne les voient pas comme un problème. Pour l'instant, c'est plutôt une affaire obscure. Pravyi Sektor a ce qu'il appelle la Jeunesse de droite (Pravomolod), qui mène des activités similaires à certains groupes néonazis chez nous. Ils débarquent quelque part, arrachent un drapeau, et c'est à peu près tout.

Selon vous, ces gens ne représentent donc pas un danger pour les anti-autoritaires et la gauche pendant la guerre ?

Durant tout le temps où nous travaillons personnellement avec eux, nous n'avons rien entendu indiquant qu'ils auraient des problèmes de ce type là-bas. À part cet incident à l'enterrement, qui était un peu ridicule. Au pire, quelqu'un a posté quelque chose sur Instagram et ils se sont disputés entre eux. Même à propos de l'incident à l'enterrement de Chychkan, il était cocasse de voir comment quelqu'un d'Azov s'est manifesté tout de suite pour demander pourquoi quelqu'un faisait cela alors que cet homme était mort en défendant sa patrie. Même la sphère droitière n'est pas tout à fait au clair là-dessus.

Et comment cela se présente-t-il de l'autre côté ? Je parle des soldats russes actuellement au front en Ukraine. Le néonazisme est-il répandu chez eux ?

Ce n'est pas si brûlant là non plus. La plupart des gens y vont d'abord pour l'argent, divers problèmes personnels, des dettes, des charges judiciaires, etc. Ils essaient d'échapper à leurs problèmes ou de les régler ainsi. La proportion de combattants idéologiques est très faible. Il existe certaines brigades de droite, mais elles se désagrègent peu à peu, parce que ça n'arrange pas non plus le commandement russe.

Au sens où elles donnent une mauvaise image de l'armée russe ?

Oui, divers éléments criminels gravitent autour, des fonds sont détournés. Même l'organisation néonazie Rusich [5] finira probablement de la même manière, avec leurs propres gens qui les assassineront quelque part pour les éliminer, et ces groupes

finiront par disparaître. La Russie recrute actuellement un nombre vraiment énorme de personnes issues de milieux socialement défavorisés. On les attire avec de l'argent et des avantages.

Quelle est l'importance actuelle des drones dans le combat en Ukraine, et qui les utilise ?

Les drones sont actuellement l'arme défensive la plus essentielle, mais ils deviennent aussi l'instrument offensif le plus essentiel pour les Russes, même si la Russie compte toujours surtout sur de petits groupes de soldats. Mais elle essaie de rattraper l'Ukraine dans la guerre des drones, en particulier pour les drones optiques. Dans ce domaine, la Russie est plutôt en avance. Des centaines de milliers de drones sont utilisés au combat chaque mois.

Vous avez évoqué les drones kamikazes. Quels autres usages vous semblent intéressants ?

Nous fabriquons principalement des drones kamikazes. On peut faire des drones bombardiers, qui sont plus grands. On y accroche des bombes, le pilote vole jusqu'à l'endroit, regarde ce qu'il y a en dessous, largue, puis revient pour que le drone puisse être réutilisé. Ensuite il y a les drones de reconnaissance, depuis les petits DJI qu'on peut acheter en magasin jusqu'aux Mavic plus gros. Ceux-là font des allers-retours constants pour repérer l'ennemi. Ce fait a totalement modifié la manière dont on peut se déplacer au front. Même si vous êtes relativement loin de l'ennemi, il sait déjà depuis longtemps que vous êtes là.

Il y a vingt ans, ce n'était absolument pas le cas. Il fallait disposer d'une technologie haut de gamme et d'un drone militaire coûteux. Aujourd'hui tout est entièrement accessible à n'importe quel·le civil·e qui peut acheter quelque chose de similaire et voir ce qui se passe à cinq kilomètres de chez lui ou elle. C'est très similaire avec les drones FPV, qui sont d'un seul coup eux aussi un outil accessible. Nous pouvons l'apprendre, le fabriquer chez nous en DIY, comprendre les principes de base – et nous avons soudain quelque chose d'efficace et accessible à tous.

Cela a complètement bouleversé la guerre. Vous n'avez plus besoin d'immenses halls et de machines coûteuses pour fabriquer des munitions d'artillerie ; vous avez quelque chose que vous construisez chez vous sur une table d'un mètre sur un mètre. Quand on sait faire, cela prend quelques heures et vous avez tout d'un coup un outil tout aussi efficace. Et contrairement aux munitions d'artillerie, qui partent en cloche et explosent quelque part en visant approximativement, avec cela vous arrivez directement sur la cible. Même si la cible se cache, le drone la rattrape et la détruit. Ce genre de chose n'existait pas auparavant, et les trois dernières années de guerre l'ont complètement bouleversé. Cela a probablement aussi changé ce à quoi ressembleront les guerres dans un proche avenir.

À quoi ressemble concrètement ce changement ?

Nous ne voyons plus de chars au front foncer à travers les collines. Les chars n'y sont plus du tout, parce qu'ils sont une cible facile. Pour l'instant, ils sont plutôt en retrait et utilisés à d'autres fins. La zone de combat s'est considérablement élargie. Si vous avez un répéteur de signal à mi-chemin, un drone peut voler jusqu'à quinze ou vingt kilomètres. Les drones à fibre optique sont actuellement testés jusqu'à une portée de cinquante kilomètres. Et la cible est touchée assez précisément.

On ne peut pas attaquer à de telles distances avec l'infanterie sans subir de lourdes pertes. Ce n'est plus le cas de figure où l'on se bat pour une tranchée comme pendant la Première Guerre mondiale ; c'est devenu d'un coup une zone de combat relativement étendue. Les drones FPV apparaissent désormais dans tous les conflits. En Amérique du Sud, les cartels de la drogue les utilisent. On en voit au Proche-Orient. Même quand des combattants de Gaza ont attaqué Israël, ils ont touché un char israélien Merkava avec un drone similaire.

Les drones ont commencé à être utilisés massivement dans ce conflit il y a environ trois ans. Y a-t-il eu un changement depuis ?

Ce n'est plus seulement un outil expérimental comme au début ; l'armée l'a vraiment intégré systématiquement à ses opérations. Une équipe dispose d'un drone d'observation qui

envoie au commandement une image du champ de bataille. Le commandement sélectionne ensuite les cibles, ou sur cette base donne des ordres aux unités de drones offensifs. Le tout est connecté, et il y a déjà là un système prévu pour l'avenir. Des unités spécialisées se forment, qui interviendront de manière complète sur le champ de bataille à l'aide de drones.

Avez-vous une idée de l'importance dans cette guerre des drones fabriqués artisanalement comme les vôtres ?

C'est extrêmement répandu. Il est rapporté qu'environ soixante-dix pour cent des pertes sur le champ de bataille sont précisément causées par ces drones.

Uniquement les artisanaux ou les drones en général ?

Les drones en général, mais la majorité de ces drones sont précisément de ce type. C'est l'outil le plus économique et le plus utilisable. Même les plus grandes entreprises se concentrent désormais sur la fabrication de drones FPV. Ils ressemblent beaucoup aux drones DIY, mais elles sont déjà capables de les produire en série. Les gros drones, comme les Fixed Wing, ne représentent vraiment qu'un pour mille. Ils ont leur utilité sur le champ de bataille, mais cette technologie-ci est beaucoup plus universelle. Un Switchblade américain [6] coûte vingt à quarante mille dollars (environ 18 500 à 37 000 EUR).

Quel est le coût de production d'un de vos drones ?

C'est environ sept mille cinq cents couronnes tchèques (CZK, soit environ 305 EUR). Nous achetons les pièces moins cher, nous ne comptons pas notre propre travail, et nous faisons cela essentiellement gratuitement.

Vous n'incluez donc pas votre travail dans ce montant ?

Nous ne l'incluons pas. Si une entreprise le fabriquait, on serait à dix mille couronnes (environ 407 EUR) pour un drone de sept ou dix pouces. Nous achetons certains composants en Chine. Sur ce modèle-ci, pratiquement tout vient de Chine. Pour les plus gros, nous essayons de nous approvisionner directement en Ukraine. Nous le faisons pour les composants où il y a un risque que la Chine cesse de les fournir – ce qui peut arriver à

tout moment. Les émetteurs vidéo et les unités de contrôle entières, nous les achetons donc déjà en Ukraine.

Y a-t-il sur la scène anti-autoritaire tchèque un consensus sur la nécessité de soutenir l'Ukraine également militairement ? Avez-vous déjà rencontré des critiques ?

En République tchèque, à quelques individus près, personne n'a de problème fondamental avec cela. Mais c'est une situation totalement différente, par exemple, de l'Allemagne, où la majorité de la scène nous rejetterait probablement. C'est similaire dans d'autres pays occidentaux. Ici les gens nous soutiennent, des ami·es apportent de l'argent, des groupes organisent des concerts de soutien pour nous. Nous ne rencontrons pas de réactions négatives.

À quoi ressemblent alors les échanges avec ce qu'on appelle l'Occident ?

Nous connaissons des gens d'Allemagne qui se rendent en Ukraine, et leurs possibilités sont assez limitées, le soutien est minimal. Compte tenu de la taille de la scène allemande, ils sont assez isolés.

Pour la scène anti-autoritaire de là-bas, ce n'est pas un sujet ?

Ils ont du mal ne serait-ce qu'à organiser une conférence sur l'Ukraine. Certains lieux refusent ce genre de contenu, parce qu'en Ukraine, paraît-il, il y a « les fascistes ». Ils rencontrent cet argument beaucoup plus souvent que nous ici.

En Ukraine, l'été dernier, nous avons passé pas mal de temps avec un groupe de Français·es. Ils nous ont raconté qu'à chaque fois qu'un débat sur l'Ukraine a lieu chez eux, c'est souvent renversé. Les Français·es se débattent beaucoup avec leur passé colonial. Ils veulent aider principalement les personnes qui viennent des pays qu'ils ont autrefois occupés. Et quiconque dit qu'il faudrait aider l'Ukraine donne l'impression de s'opposer à ce projet [7].

La plupart de la scène justifie cela en disant que les Ukrainien·nes sont les immigré·es blanc·hes qui ont la vie plus facile, et qu'il ne faut donc pas les aider. On aidera plutôt celles

et ceux qui arrivent par la mer et dont nous sommes responsables, parce qu'historiquement nous avons fait du tort là-bas. C'est ainsi, selon ces connaissances en France, que la chose se présente aujourd'hui, et chaque fois que quelqu'un ouvre ce débat, il y a conflit.

Ils règlent donc plutôt leur propre culpabilité historique ?

Oui, c'est ainsi que je l'ai compris. Quand nous décrivons notre approche et notre regard, ils refusent en disant que l'on ne peut pas parler ainsi en France.

Et vous, comment voyez-vous la chose ?

Nous pensons avant tout à la comparaison entre la Russie et l'Allemagne nazie. Le plus souvent ils répondent qu'il y a tant de figures culturelles importantes qui viennent de Russie.

Ce n'est pas un très bon argument, non ? D'Allemagne il en est venu peut-être encore davantage...

C'est ainsi qu'ils voient les choses. J'utilise cette comparaison parce que la Russie d'aujourd'hui constitue pour nous une menace existentielle. Les Russes le disent eux-mêmes à la télévision. Qu'ils veulent attaquer le méchant Occident, qu'ils sont en guerre avec l'Occident. Mais nos ami·es français·es pensent que la Russie ne ferait pas une chose pareille. La Fédération de Russie ne cache pourtant pas ces projets et en parle assez ouvertement. C'est difficile de leur expliquer que c'est la réalité.

Partout à l'ouest de chez nous, le regard sur ce conflit est très différent. Rien que ce que nous écrivent parfois certaines personnes de l'Ouest sur les réseaux sociaux montre qu'elles sont coupées de la réalité. Je ne dis pas que c'est le cas de tout le monde. Quand par exemple nous discussions en Ukraine avec des ami·es qui participent déjà aux combats depuis 2014, ils nous décrivaient comment ils avaient fait une sorte de tournée en Europe pour expliquer aux autres anti-autoritaires comment ce conflit était né, ce qu'avait été Maïdan, etc.

En Espagne et en France, ils ont trouvé des collectifs qui rejetaient cela au départ et craignaient ce sujet. Mais quand la discussion s'est engagée, même ces collectifs ont commencé à

entendre et comprendre leurs arguments. Les gens ne voyaient pas les choses si noires, mais il faut travailler avec eux dans la durée et entretenir le dialogue.

En même temps, au moins en Occident, on entend des arguments forts à propos de l'OTAN. L'idée prévaut que l'Occident serait dans ce conflit un joueur trouble, qui repousse ses frontières vers l'est et menace la Russie. Après l'Afghanistan, l'Irak et l'histoire des interventions militaires occidentales, comment peut-on débattre de l'Ukraine avec ces personnes pour qu'elles comprennent ?

Quand je vois des manifestations contre le réarmement, cette idée revient que nous aurions causé cela. Personnellement, cela me semble totalement à côté de la plaque, mais c'est tellement ancré chez les gens qu'ils ne s'embarrassent même pas de la réalité. Je ne crois pas que l'OTAN s'apprête à attaquer la Russie. L'OTAN est actuellement dans un état proche de la désintégration, encore moins d'un quelconque accord sur qui attaquer. L'OTAN n'est pas l'agresseur dans ce conflit.

En même temps, c'est difficile à expliquer aux gens, parce qu'ils ne sont pas prêts à aller voir sur place. Une grande partie de la scène est endoctrinée par quelque chose qui se répète depuis des années. Et nous aussi, nous le répétons. La Russie utilise aussi la scène de gauche pour faire pression sur les pays occidentaux. Mais elle utilise tout autant l'extrême droite, qui en France est financée par la Russie. Et ailleurs en Europe également. Ils instrumentalisent ces scènes pour pouvoir faire pression sur l'Occident de l'intérieur.

Mais qu'opposez-vous à cela ? Comment convainquez-vous ces personnes ?

L'argument par l'exemple historique fonctionne parfois, la Seconde Guerre mondiale et tous les conflits qui en ont découlé. Quand vous entrez dans une telle discussion, les gens peuvent vous décrire en long et en large tout ce qui ne va pas dans ce conflit et le fait que l'Occident ne devrait pas s'y impliquer.

Mais même dans la Seconde Guerre mondiale il y avait un certain Occident. Il y avait là aussi des puissances qui s'entraidaient. Les gens rejoignaient divers groupes, souvent même de partisans, mais ils étaient encore sous le commandement d'une puissance ou recevaient au moins l'aide d'une puissance. Dans ce cas, ces critiques ne voient plus de problème dans le fait que quelqu'un s'engage dans l'armée et combatte le fascisme. Ils ne demandent pas qui les a entraînés et armés, qui dirigeait cela, etc. Dans le cas de l'Ukraine, en revanche, cela devient un problème. Il arrive que, à ce moment-là, leur raisonnement s'effondre. D'autres au contraire sont tellement endoctrinés et tellement coupés de la réalité qu'ils prennent cela pour une sorte de jeu. Ils sont dans une posture et font tout pour que leur propre image du monde ne se brise pas.

Ce conflit a réellement brisé l'image du monde d'une partie de la scène de gauche. Beaucoup pensaient qu'un tel conflit ne pouvait plus se produire en Europe, que la Russie ne ferait pas cela. Que l'Occident et l'OTAN ne soutiennent que des guerres impériales. Beaucoup n'arrivent pas à digérer le fait que la réalité change un peu et que la Russie peut elle aussi être en position d'acteur sombre et maléfique.

La discussion sur la militarisation de la société et sur le pacifisme est aussi importante. Même en République tchèque vous devez rencontrer l'argument selon lequel envoyer des drones en Ukraine soutient le conflit et le prolonge en pratique. Comment réagissez-vous à ces objections ?

Depuis le début nous disons que nous avons des ami·es en Ukraine qui étaient comme nous avant la guerre. Divers·es militant·es, musicien·nes, des gens qui cuisinent pour Food Not Bombs. Un jour, des missiles ont commencé à leur tomber dessus, à tuer leurs ami·es, leurs proches, des membres de leur famille. Pour la plupart, ce fut le point de bascule où leurs positions pacifistes et antimilitaristes ont cessé de faire sens.

Maksym Butkevych, par exemple, a connu une évolution similaire. Il a été en captivité russe. Il disait de lui-même qu'il était pacifiste, mais au moment où des missiles ont commencé

à tomber sur sa ville, il n'a en pratique pas eu d'autre choix [8]. On peut bien sûr fuir, mais on ne peut pas fuir éternellement. Nous aidons nos ami·es qui n'ont pas choisi cette guerre. Ils n'ont pas choisi qu'on vienne les tuer et les chasser de chez eux. Nous ne voyons absolument pas cela comme une prolongation d'une guerre, ni comme une aide à l'OTAN. Nous menons une aide ciblée à des ami·es au front qui sont de notre famille politique.

Les gens ont le droit de se défendre contre un agresseur. Peu importe que ce soit un souïard qui vous attaque dans la rue pour vous tuer. Vous avez dans un tel cas le droit de vous défendre et d'user de la force contre lui. Si c'est une unité militaire qui a envahi votre ville, où vit votre grand-mère, où vous avez grandi, où vous vivez depuis toujours, vous avez exactement le même droit de vous défendre. Dans ce cas, l'agresseur est clair, et c'est la Russie. La solution idéale serait que la Russie perde militairement et ne tente plus jamais rien de tel. La réalité sera sans doute un peu différente, mais à nos yeux ce serait moralement la bonne issue.

Vous mentionniez les personnes qui fuient la guerre, qui ne peuvent pas fuir éternellement. Avez-vous un avis tranché sur celles et ceux qui refusent de s'engager dans le conflit ? Les considérez-vous comme lâches ?

Pas du tout. Quelqu'un sent qu'il doit faire son maximum et s'engager et vraiment combattre. À ce moment-là je veux soutenir une telle personne. Si son frère dit qu'il n'a pas l'étoffe et qu'il préfère quitter l'Ukraine, je donnerai volontiers à cette personne un espace ici pour qu'elle puisse fonctionner. Nous sommes prêts à soutenir l'un comme l'autre dans leur décision. Tous deux sont dans une situation terrible. Tout le monde n'en a pas la force, et je ne condamne absolument personne qui fuit. Nous connaissons des personnes qui sont en Occident et aident depuis là-bas. S'ils revenaient, ils iraient à l'armée, ce qu'ils ne veulent pas, et nous comprenons cela. Nous non plus, nous n'aurions pas envie d'aller à l'armée.

Je posais la question parce que vous l'avez évoqué et que cela m'intéressait.

Sur la scène tchèque, c'est un argument marginal qui revient

cependant parfois. Que nous serions des bellicistes qui poussent les gens à la guerre et qu'il faudrait plutôt les protéger ou les aider. Quand quelqu'un veut fuir, je l'aide volontiers ; quand quelqu'un veut combattre, je l'aide aussi. Un soldat psychologiquement brisé avant même d'entrer à l'armée ne sera pas très utile au front. Nous avons un problème uniquement quand certains affirment de nous que nous ferions quelque chose que nous ne faisons pas. Ou que nous le ferions pour une raison qui n'est pas la nôtre.

Vous évoquiez la manière dont le conflit devrait idéalement prendre fin du point de vue moral. Mais à quoi ressemble actuellement la situation au front ?

En hiver surtout, c'était vraiment déprimant et l'ambiance n'était pas bonne. L'Ukraine n'a pratiquement plus de réserve humaine pour le front. Les ressources matérielles sont un problème, mais ce qui est dit dans les médias est encore bien plus déprimant que la réalité au front. Cet été, quand je rendais visite à une amie à quinze kilomètres du front, l'ambiance n'était pas si terrible. Personne ne panique, on ne cache pas les problèmes, mais les gens veulent faire leur maximum et continueront tant qu'il y aura de quoi travailler. En tout cas, le soutien de l'Occident est désormais essentiel. Beaucoup de personnes qui ne voulaient pas aller à l'armée ont quitté le pays.

Comment vos connaissances réagissent-elles à la situation géopolitique ? Je pense en particulier à Donald Trump et à ses tractations avec Poutine.

Plus on est proche du front, moins on s'occupe de ces choses-là. Les gens sont par exemple un mois sur une position, et une semaine à la télévision on leur dit qu'il y aura bientôt un accord avec Trump, puis non, puis si. Ces personnes disent qu'elles ne lisent même plus cela. Ils sont à une position, ils font leur travail, ils s'efforcent que ni eux ni leurs collègues ne meurent. Pour les soldats, aucune perspective de fin proche de la guerre ne se dessine. Ils voient très bien ce qui se passe au front, et c'est cela qui est pour eux déterminant. Ils perçoivent davantage les problèmes de l'armée que les questions géopolitiques, parce que c'est souvent du théâtre. Ce qui les

préoccupe davantage, ce sont les problèmes de l'armée. Qu'il manque des effectifs, qu'il manque certains moyens.

Et les scandales de corruption de ces derniers mois ?

Nous sommes surpris que cela n'ait pas davantage secoué la société ukrainienne. La perspective des gens ordinaires est centrée sur tout autre chose. Ils se demandent s'il y aura de l'électricité demain. Ils ne comptent pas partir, ils veulent rester chez eux, qu'on les occupe ou non. À Kiev, des gens dorment deux ou trois fois par semaine par terre dans le couloir parce que des Shahed [9] passent et que des bombes explosent derrière l'immeuble. Ces gens sont déjà habitués. Celui ou celle qui n'est pas parti·e il y a deux ans ne partira plus.

Donc les gens n'ont pas vraiment l'angoisse qu'il n'y ait personne pour rejoindre l'armée ?

Cela est surtout pointé par le commandement de certaines brigades. Selon eux, il faudrait une réforme militaire qui réglerait en partie le problème. La société ordinaire ne le perçoit pas aussi nettement. Elle se demande plutôt si son électricité fonctionnera ou si elle dormira dans un abri. Les soldats au front, eux, se concentrent sur leur travail et savent que cela peut influencer sur leur situation au front. Sur les réseaux sociaux, on discute parfois de la nécessité d'une réforme militaire, mais sinon ce n'est pas un grand sujet.

Vous-mêmes mentionniez que les gens qui ne veulent pas combattre ne sont pas de bons soldats et ne jouent pas au front le rôle qu'ils devraient. Quelle serait la solution ?

C'est vrai, mais ces personnes ont un large spectre de raisons de ne pas vouloir aller à l'armée. Certaines sont solubles, d'autres non.

Lesquelles peut-on traiter ?

Beaucoup voient la chose sous un angle financier. Quelqu'un a un crédit immobilier, des enfants, et ne peut pas simplement partir sans savoir que sa famille sera prise en charge. Ce genre de choses, à mon sens, l'État peut les traiter.

On dirait presque que la Russie fait mieux que l'Ukraine sur ce plan-là. Et qu'elle prend soin de ses gens.

Elle peut se le permettre et jeter de l'argent par les fenêtres. Mais il y a d'autres choses. Certains veulent faire un travail précis dans l'armée, et le système est actuellement configuré de telle sorte qu'on n'a pas la garantie du poste qu'on obtiendra. Cela en gêne bien sûr beaucoup. Là aussi il y a une grande marge d'amélioration. L'armée des drones, fondée récemment, ouvre par exemple beaucoup de nouveaux postes. Une personne qui veut piloter des drones ou les construire et faire du travail autour, peut le faire. Mais le système n'est pas encore assez bien fait pour que ce soit garanti. Les gens ont peur de cela, et une réforme pourrait le corriger. Mais il est possible que le problème ne soit pas résolu, que les réformes n'aillent pas assez vite. Qu'il n'y ait plus de réserve humaine et que l'aide occidentale soit tellement réduite que la Russie commence à l'emporter et à progresser. Cela aussi peut arriver. Souvent quelque chose se produit sans qu'on s'aperçoive qu'il approche. Une percée au front, par exemple. Il n'est vraiment pas simple d'estimer comment cela va évoluer.

Beaucoup de gens imaginent qu'opérateur de drones est un travail qu'on fait à l'abri et qui n'est pas si dangereux. Quels sont les risques pour ces soldats-es ?

Les Russes les ciblent spécifiquement. Les pilotes de drones FPV sont assurément une cible importante, mais ils sont en même temps généralement très bien cachés. Les drones volent désormais jusque dans les jardins ou même dans les villes. Paradoxalement, on peut donc être plus en sécurité à une position où les gens sont cachés sous un bâtiment, avec seulement quelques antennes qui dépassent, et où l'on est encore relativement loin du front. Pour les deux camps, le pilote de drones est en tout cas une cible importante.

En même temps, ce ne sont sans doute pas que les pilotes. Qui d'autre joue un rôle dans le pilotage des drones ?

Le pilote ne fait que piloter le drone, mais autour de lui il y a des équipes entières. Il y a un technicien et aussi un navigateur. Le technicien est appelé ingénieur, et c'est lui qui prépare les drones à l'action. Il doit toujours sortir et poser le

drone sur la position de décollage. Beaucoup d'ingénieurs meurent ou sont blessés précisément lors de cette opération. C'est souvent un travail plus dangereux que celui du pilote. L'ingénieur est parfois aussi avancé, et le pilote davantage en arrière.

Le pilote est donc souvent bien caché quelque part dans un bunker, où presque rien ne peut lui arriver...

Le danger, c'est que les Russes et les Ukrainien·nes utilisent diverses formes de guerre électronique. Par exemple, ils suivent les signaux et essaient de repérer où le pilote est assis ou où sortent des antennes. Ensuite, ils surveillent cela plus intensément et peuvent éventuellement utiliser un Shahed ou un KAB [10], des bombes lâchées par avion avec une petite propulsion interne et un guidage vers la cible. On peut aussi tirer directement sur de tels lieux un missile assez coûteux, s'ils considèrent qu'il s'y trouve une équipe de drones d'élite.

Que fait le navigateur ?

Le navigateur reçoit les instructions et les coordonnées du commandement et guide le pilote. Le pilote a soit des lunettes spéciales et voit tout depuis son propre point de vue, soit une « ground station » avec un écran. C'est aujourd'hui une variante un peu plus appréciée. Dans ce cas, le navigateur peut montrer au pilote exactement où tourner et ainsi de suite. Le navigateur suit en effet souvent aussi les informations du drone d'observation, reçoit des instructions du commandement et guide ainsi le pilote. Le pilote doit se concentrer surtout sur le pilotage proprement dit, pour ne pas s'écraser avant même d'atteindre la cible. Le navigateur joue donc un rôle relativement important. Voilà les gens qui sont directement à la position, et il y a en outre une équipe de gens qui préparent les drones quelque part à l'arrière, les modifient, les règlent, puis les envoient aux positions de combat.

Croyez-vous que la guerre apportera un tournant fondamental cette année ?

Nous ne croyons pas à une résolution pacifique rapide de ce conflit. La Russie ne veut pas la fin de ce conflit et utilise les prétendues négociations pour ses propres jeux psychologiques. Idéalement, la Russie veut occuper toute l'Ukraine et ensuite

continuer. Nous en sommes convaincus. L'Ukraine tiendra encore au moins un an, mais cela ira progressivement en se dégradant. Pour que la situation s'améliore, il faut que quelque chose vienne d'en haut. Beaucoup dépend de la réaction de l'Occident. Si les Étatsunien·nes continuent à rogner l'aide, ce sera pire. Ils en ont déjà beaucoup retranché, mais ils peuvent en retrancher davantage. Ils peuvent couper les informations satellitaires. Ils peuvent décider de ne plus vendre certaines armes à l'Ukraine. Et une autre catastrophe peut survenir en Europe. En même temps, l'Ukraine essaie d'augmenter les frappes contre l'infrastructure qui finance la guerre russe. Nous parlons des hydrocarbures et de diverses usines d'explosifs. Cela peut aussi faire basculer la situation en faveur de l'Ukraine. Aucun des deux camps n'est actuellement dans une bonne situation. La Russie gaspille bien davantage ses ressources, tandis que l'Ukraine s'efforce encore d'optimiser sa situation économique. Il y a beaucoup de trous dans leur système, à la fois corrompus et logiques, mais ils essaient de faire quelque chose.

J'ai l'impression que beaucoup de gens ne croient pas que la Russie puisse être une menace pour l'Europe, pour les pays baltes, pour la Pologne. Comment convaincre ces personnes ?

Avant tout, les Russes eux-mêmes le disent depuis le début. Qu'ils sont en guerre avec l'Occident, qu'ils ne s'arrêteront qu'à Berlin ou à Paris. Il y a seulement quelques mois, des chasseurs russes survolaient Tallinn [11], en septembre vingt drones survolaient la Pologne [12]. Ce ne sont pas des coïncidences et ils testent ce dont nous sommes capables. Pourquoi feraient-ils cela s'il ne s'agissait que de l'Ukraine ? Au début de la guerre, en mars 2022, les Russes publiaient des bilans avec toujours une carte de ce qu'ils occupaient à ce moment-là en Ukraine. Sur cette carte, la Transnistrie en Moldavie était marquée comme territoire russe. Ils ne s'arrêteront que là où nous leur permettrons d'arriver. Ils n'ont pas de plan concret sur ce qu'ils veulent prendre, mais s'ils voient une ouverture, ils s'y engouffrent. Leur plan de long terme consiste à pousser, pousser, pousser, et voir où cela les mène. Jusqu'à présent, cela marche plus ou moins pour eux. Ils

ont sacrifié plus d'un million de personnes, mais leur plan continue.

Au moment où une paix sera conclue en Ukraine, la Russie se consolidera, aura un territoire plus grand, davantage de population. Elle pourra se reposer et décider ensuite de la suite.

Ils récupéreront tout ce qu'ils ont perdu avec les sanctions et soudain, ils pourront de nouveau faire des affaires ici. Ils se créeront un point d'appui en Europe, lanceront du business, et il sera de nouveau bien plus compliqué de lutter. En Grande-Bretagne pendant la Seconde Guerre mondiale, on ne commerçait pas avec l'Allemagne. Nous avons l'impression que nous ne sommes pas dans cette guerre, mais eux n'ont pas ce sentiment. La Russie dit qu'elle est en guerre avec l'Occident.

On a presque l'impression que Poutine joue plus finement que Hitler.

Ils ont regardé la Seconde Guerre mondiale et en ont tiré des leçons sur ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas faire. La guerre d'aujourd'hui ressemble aussi à tout autre chose qu'à celle de la Seconde Guerre mondiale. On parle de guerre hybride ; l'action informationnelle est absolument fondamentale. Nous ne sommes pas capables de nous mettre d'accord pour savoir s'ils s'apprêtent à nous attaquer. Eux nous démontent de l'intérieur bien avant même de venir.

Jan Bělíček est critique littéraire et journaliste. Depuis fin 2019, il est rédacteur en chef de Deník Alarm, qu'il a cofondé en 2013. Il écrit sur la littérature, la culture, la politique et la société. Avec Pavel Šplíchal, il anime le podcast Kolaps et, avec Eva Klíčová, le podcast littéraire TL ;DR.

Source : denikalarm.cz, 16 May 2026.

Traduit avec notes pour ESSF par Adam Novak

<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article78818>

Notes

[1] Les Solidarity Collectives (Collectifs de Solidarité) sont un réseau anti-autoritaire ukrainien d'entraide fondé en 2022 pour soutenir les combattant·es anarchistes et antifascistes au sein des forces armées ukrainiennes et acheminer une aide

humanitaire vers les communautés proches du front. Depuis début 2024, le réseau gère son propre atelier de drones FPV, en coopération avec les collectifs tchèques Solidrones et Resistance Support Club. Voir solidaritycollectives.org ; et, sur ESSF, « L'expérience de guerre des Collectifs de solidarité anarchistes d'Ukraine », août 2025.

[2] Davyd Chychkan était un peintre anarchiste ukrainien, l'un des artistes contemporains les plus en vue du pays. Il a été tué en août 2025 alors qu'il défendait des positions à Zaporijjia, à l'âge de 39 ans. Son enterrement s'est tenu place de l'Indépendance, à Kiev.

[3] Andriy Biletsky a fondé le bataillon Azov en 2014, puis le parti Corps national. Le régiment Azov a été intégré à la Garde nationale ukrainienne ; les projets politiques associés à Biletsky n'ont jamais obtenu d'écho électoral significatif.

[4] Tomáš Vandas est le président de longue date du petit parti d'extrême droite tchèque, le Parti ouvrier de la justice sociale (Dělnická strana sociální spravedlnosti, DSSS), qui n'est jamais entré au Parlement.

[5] Rusich est un petit groupe paramilitaire néonazi russe affilié au groupe Wagner, fondé par Alexeï Miltchakov. Ses membres ont combattu en Ukraine et ont connu plusieurs conflits publics avec le commandement russe.

[6] Le Switchblade d'AeroVironment est une munition rôdeuse de fabrication américaine. Ses variantes vont du Switchblade 300 au plus gros Switchblade 600 ; un drone FPV ukrainien artisanal, efficace au combat, coûte une infime fraction de ces deux modèles.

[7] Sur le débat français au sens large, voir Mathilde Goanec, « En France, les gauches antimilitaristes changent leur fusil d'épaule », ESSF, mars 2025, qui documente le déplacement d'une partie de la gauche antimilitariste française face à l'invasion russe.

[8] Maksym Butkevych est un défenseur ukrainien des droits humains et journaliste, cofondateur de ZMINA et de Hromadske Radio. Il s'est engagé dans les forces armées ukrainiennes début 2022, a été capturé par les forces russes en juin 2022 et a été libéré dans le cadre d'un échange de prisonniers en octobre 2024. Sur la position plus large des anarchistes et anti-autoritaires ukrainien·nes face à la guerre et au pacifisme, voir Robert Francis, « Les anarchistes ukrainiens luttent contre

l'impérialisme et mettent en place l'entraide en temps de guerre », ESSF, mars 2025.

[9] Le Shahed-136 (et sa variante russe Geran-2) est une munition rôdeuse / drone kamikaze d'origine iranienne utilisé pour des frappes massives contre les infrastructures énergétiques et les villes ukrainiennes.

[10] KAB est une famille de bombes aériennes guidées d'origine soviétique puis russe (Korrektiruyemaya Aviatsionnaya Bomba). La Russie utilise de plus en plus des variantes à ailettes planantes contre les positions et infrastructures ukrainiennes.

[11] Le 19 septembre 2025, trois chasseurs russes MiG-31BM ont pénétré dans l'espace aérien estonien près de l'île de Vaindloo, dans le golfe de Finlande, et y sont restés environ douze minutes, faisant initialement route vers Tallinn avant d'être interceptés par des F-35 italiens engagés dans la mission de Baltic Air Policing de l'OTAN et contraints de repartir. Les appareils n'avaient pas déposé de plan de vol, avaient leurs transpondeurs éteints et étaient sans contact radio. L'Estonie a activé les consultations au titre de l'article 4 du traité de l'Atlantique nord. La ministre des Affaires étrangères estonienne a indiqué qu'il s'agissait de la quatrième violation russe de l'espace aérien estonien cette année-là, mais de la première impliquant une formation de chasseurs. La formulation « au-dessus de Tallinn » utilisée par l'interviewé est approximative ; les avions n'ont pas survolé la ville même.

[12] Dans la nuit du 9 au 1 septembre 2025, entre 19 et 21 drones russes (majoritairement de type Gerbera, lancés depuis la Russie et la Biélorussie) ont pénétré dans l'espace aérien polonais ; trois à quatre ont été abattus par des F-16 polonais et des F-35 néerlandais. La Pologne a activé l'article 4 du traité de l'Atlantique nord. C'était la première fois que des avions de l'OTAN engageaient des matériels hostiles dans l'espace aérien allié depuis le début de l'invasion à grande échelle.